

Un saint pour la gauche ?

Il y a des dates dont on se souviendra toute sa vie. Le 1^{er} août 1990 en est une pour moi. Le téléphone sonnait tôt ce jour-là, et comme mes parents étaient en vacances, j'ai dû le prendre : Robert Kriebs venait de décéder dans une clinique parisienne. Comme c'était un des meilleurs amis de mon père, j'étais occupé toute la journée à organiser son retour vers le Luxembourg, à informer tout le comité de l'Amicale des anciens prisonniers et familles de disparus de Natzweiler-Struthof, dont Robert Kriebs était le président et mon père le secrétaire. Oui, j'ai gardé en mémoire vivante l'ancien ministre de l'Éducation nationale qui m'avait encouragé à entreprendre des études doctorales et à demander un congé pour travail à mi-temps parce qu'il était convaincu que mes recherches historiques allaient constituer une plus-value pour l'enseignement et le pays entier. C'est lui aussi qui, en tant qu'avocat, allait défendre ma cause auprès du Conseil d'Etat parce que son successeur de piètre mémoire n'entendait pas l'intérêt national de la même manière et m'enleva une année d'ancienneté pour 'chômage' consacré à la recherche scientifique ...

Si je raconte cette histoire personnelle, ce n'est pas pour me bronzer sous le soleil robertien, mais pour souligner que mon commentaire du livre édité par Franz Fayot et Marc Limpach ne peut être impartial, objectif, scientifique au sens pur du terme. Cela explique aussi pourquoi j'ai mis quelque temps à aborder un livre qui se veut un hommage à un homme que j'ai fréquenté régulièrement, malgré nos convictions idéologiques en partie opposées, et qui risquait donc de mettre en question l'image que j'avais gardée de lui. Et puis, la notice nécrologique que *forum* lui avait consacrée dans son n° 122 d'octobre 1990, n'avait-elle pas tout dit, y compris ce que cette revue lui doit ?

Lecture faite, je m'empresse de confirmer que mon souvenir positif n'a pas été égratigné. Il s'agit effectivement, dans son caractère composite, davantage d'un hommage que d'une biographie. Je n'énumérerai donc pas ici tous les courts témoignages de compagnons de route repris dans cet ouvrage, qui pourtant peuvent être fort intéressants. Ainsi Jacques F. Poos révèle que fin 1987 Robert Kriebs était venu le trouver pour lui annoncer son intention de démissionner du gouvernement (pour les raisons

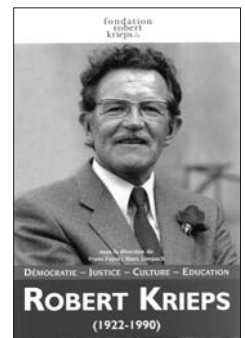
de santé que l'on devine), mais qu'il avait su le convaincre de rester jusqu'à la fin de la législature. L'accrochage qu'il a eu au Parlement européen avec Jean-Marie Le Pen est par contre raconté au moins trois fois, pas toujours de la même manière.

Deux contributions sortent du lot : D'abord celle de Marc Limpach qui fait œuvre d'historien en relatant la jeunesse, le cadre familial et les souffrances de Robert Kriebs dans les geôles nazies. Ces 57 pages constituent un vrai chapitre biographique qui a su tirer tout l'avantage des archives familiales qui ont été mises à la disposition de l'auteur qui ne se prive pas de citer des documents privés¹. Tous les auteurs suivants soulignent l'importance de l'expérience de la dictature et de l'avi-lissement humain que Robert Kriebs a dû subir dès ses 17 ans pour comprendre ses convictions, son cheminement et son œuvre politiques. On regrettera que nul n'ait fait des recherches approfondies sur le travail fourni par Robert Kriebs en faveur de la mémoire des souffrances subies sous la dictature nazie, comme ministre organisant en 1985 le 40^e anniversaire de la libération des camps, « parce qu'il n'y aura plus de témoin pour le 50^e anniversaire », comme il l'avait dit à mon père, ou comme président de l'Amicale luxembourgeoise déjà citée ou comme président du comité international de Natzweiler-Struthof et dont les archives ont été déposées au Centre de documentation et de recherche sur la Résistance.

En effet, Marc Limpach arrête son récit biographique détaillé au lendemain de la guerre. Guy Linster, tout en se défendant de n'être qu'un témoin et collaborateur de Robert Kriebs durant ses deux mandats de ministre de la Culture, explique l'apport de son ancien maître au changement de paradigme qui a eu lieu sous sa régie en matière de politique culturelle. Alors que tous ses prédécesseurs à ce poste, tous ministres issus du PCS, avaient instrumentalisé la politique culturelle pour soutenir les associations qui leur étaient chères, subventionner la réfection d'églises et de châteaux, placer leurs amis aux postes directeurs des instituts culturels en place, Robert Kriebs avait un véritable projet culturel, bien réfléchi et préparé à l'intérieur de son parti socialiste : « l'élargissement du concept et de la pratique de la démocratie aux

Michel Pauly

Robert Kriebs (1922-1990).
Démocratie – Justice –
Culture – Éducation, sous
la direction de Franz Fayot,
Marc Limpach, Fondation
Robert Kriebs/Édition Le
Phare, Esch-sur-Alzette
2009, 480 pp., 35 euros.



En bon médiéviste je sais tout l'intérêt qu'on peut tirer d'une vie de saint du VIII^e siècle. Pourquoi ne pas lire celle d'un saint de la gauche du XX^e siècle avec les mêmes critères de critique historique ?

domaines social, économique et culturel ». Son premier passage au ministère de la Culture était marqué par sa politique pour ouvrir aux masses populaires l'accès actif et passif à la culture, s'inscrivant en faux contre la conception élitiste d'une culture largement réservée à la bourgeoisie citadine. Lors de son deuxième passage au même ministère il mit en place de nouvelles institutions tenant compte des nouveaux médias de l'expression culturelle : CNA, Literaturarchiv, Radio 100.7, Naturmusée, le Centre d'écologie et de la jeunesse à Hollenfels, car Robert Krieps devint en 1984 aussi le premier ministre de l'Environnement du pays et il ne voulait dissocier culture et nature. Guy Linster montre comment il travaillait à son projet, car la partie n'était pas gagnée d'avance, ses adversaires politiques s'acharnant à polémiquer contre ses initiatives et à faire feu de tout bois. Le grand mérite de cette contribution d'une soixantaine de pages est de contextualiser les initiatives innombrables du ministre, de citer ses discours et autres exposés des motifs, et en relatant les obstacles auxquels il se heurtait, les foudres qu'il s'attirait de la part des conservateurs et réactionnaires davantage situés dans la rédaction du *Luxemburger Wort* de l'époque que dans le PCS (CSV). En ce sens, l'article de Guy Linster, publié une première fois en 2000, est bien une œuvre d'historien qui constitue un beau complément au récit des mêmes événements qu'on peut lire dans la chronique du PCS que j'ai présentée dans ces colonnes (*forum* n° 285/avril 2009).

Il faut regretter que pareille analyse n'ait pas été faite pour l'œuvre de Robert Krieps en tant que ministre de la Justice pour qui l'abolition de la peine de mort au Luxembourg n'était qu'une étape sur la route des droits de l'homme en Europe. Certes, Charles Elsen et Marc Mathékowitsch, ses anciens collaborateurs dans ce ministère, ou encore son ancien associé Gaston Vogel, en résument l'œuvre législative novatrice, mais n'en racontent pas les obstacles, ne citent pas les adversaires, ne prétendent pas en reconstruire le cheminement. De même Georges Ravarani, Lydie Err, Dean Spielmann soulignent dans leurs contributions respectives la modernité de l'action législative de Robert Krieps en matière de droits de l'homme ou de protection du citoyen contre l'action des pouvoirs publics, en partie ils en montrent même la prolongation jusqu'à nos jours, mais ils se placent davantage dans une optique de science juridique que de biographie historique. Rien que sa politique en faveur d'une humanisation de l'exécution des peines et sa pratique de la libération conditionnelle auraient pu faire l'objet d'un récit des plus juteux. (Cette loi datait d'ailleurs d'avant son arrivée au ministère, mais c'est lui qui subit les foudres des cléricaux dès la première évocation.)

De même, la politique de Robert Krieps au ministère de l'Éducation nationale de 1974-1979 n'est évoquée que par Aly Schroeder et ce sur six pages consacrées au seul aspect du développement de l'enseignement technique et professionnel. Tout le

débat autour de l'école globale, l'échec de l'expérience-pilote du lycée technique de Dudelange, la révolte des aspirants-professeurs contre les conditions du stage pédagogique et la politique restrictive de titularisation, tous ces aspects moins reluisants de l'œuvre politique de Robert Krieps ne sont guère thématiques. Parce qu'on voudrait rendre responsable le seul Guy Linster, son secrétaire d'État de l'époque, ou parce que le livre se veut hagiographique ?

Le fait est aussi qu'Erna Hennicot-Schoepges et Jean Hamilius sont les seuls adversaires politiques à avoir eu droit à exprimer leurs souvenirs. Seule la première fait état de ses divergences de vue et montre que Robert Krieps jouait aussi parfois l'homme au lieu du ballon. Chez nous, à la maison, malgré toute l'amitié qu'on lui portait, les grands disaient : « En huet esou eng frech Schnëss... » Cette impertinence est certifiée par plusieurs contributeurs, mais jamais avec exemple à l'appui, sauf chez Erna Hennicot qui avoue avoir été blessée par certains de ses propos. De même, les auteurs ne parlent guère des sources d'inspiration (et de lecture) de Robert Krieps, mis à part son expérience des camps de concentration. Je peux pourtant témoigner que lors d'un de ses séjours à la clinique il avait demandé à mon père que je lui procure les textes de la doctrine sociale de l'Église ; il les lut d'un trait pour en discuter à plusieurs reprises avec le soussigné.

Dans une deuxième partie sont publiés 20 textes de la plume de Robert Krieps, huit du domaine 'démocratie', six concernant la 'justice', quatre énonçant sa conception de la 'culture', deux portant sur l'éducation'. Il s'agit bien sûr d'un choix qui reste contestable comme tout choix. Le discours d'inauguration de la Foire internationale de 1975 y figure même deux fois. La portion congrue de l'éducation confirme le déséquilibre constaté plus haut. Pourtant ces textes, tout comme ceux cités p.ex. par Guy Linster, permettent à ceux qui n'ont pas connu Robert Krieps de s'imprégner de la profondeur de sa pensée humaniste, de la largesse de sa réflexion sur le fait culturel, de sa conviction que droit doit rimer avec justice. Et le lecteur tant soit peu informé ne pourra s'empêcher de comparer avec la pauvreté de la réflexion des dirigeants politiques actuels.

Le livre compilé par Franz Fayot et Marc Limpach n'échappe donc pas complètement au reproche de l'hagiographie, mais en bon médiéviste je sais tout l'intérêt qu'on peut tirer d'une vie de saint du VIII^e siècle. Pourquoi ne pas lire celle d'un saint de la gauche du XX^e siècle avec les mêmes critères de critique historique ? Ses amis ont fait comme leurs prédécesseurs du haut moyen âge et publient leurs souvenirs pour le 20^e anniversaire de la mort de leur saint. *Nihil novi sub sole*, aurait dit l'homme cultivé qu'était Robert Krieps. ♦

¹ Espérons que cette documentation soit sauvegardée dans quelque fonds d'archives publiques pour rester disponible aux futurs chercheurs.